

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
D'AVIGNON UNIVERSITE**

**SEANCE EXTRAORDINAIRE DU 27 OCTOBRE 2023**



Le 27 octobre 2023 à 9h, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

#### **ÉTAIENT PRÉSENTS**

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M<sup>me</sup> Catherine CARBONE, Directrice adjointe de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (DRAESRI), représentant le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

#### **Collège A**

M<sup>mes</sup> MACE-BARBIER, BLANKE

#### **Collège B**

M<sup>mes</sup> RAULT, LUNARDELLI (procuration à M<sup>me</sup> MACE-BARBIER à partir de 11h)

#### **Collège BIATSS**

M<sup>me</sup> et M. BERNARD, ANDRE

#### **Collège ÉTUDIANT**

M. ANDRIANJAFISOA

#### **Collège PERSONNALITES EXTERIEURES**

MM. CARLIN (Centre de recherche INRAe PACA), GONTARD (Cabinet d'avocats GONTARD, LECOQ-AFFAGARD, PTAK & ASSOCIES)

#### **REPRÉSENTÉS**

M<sup>mes</sup> et MM. CASTELNUOVO (procuration à M<sup>me</sup> MACE-BARBIER), RICHAUD (procuration à M<sup>me</sup> RAULT), SANTONI (procuration à M. ELLERKAMP), BISSIERE (procuration à M<sup>me</sup> RAULT), CAILLE (procuration à M. ELLERKAMP)

#### **ABSENTS ET EXCUSÉS**

M<sup>mes</sup> et MM. LAURANT, LEFEVRE, GIMELLO-MESPLOMB, COSTA, DURAND, WENZEL, GOMES, BERRAG, LOPEZ, OUAMOUNO, MARTINEZ, GAGNIARD, FAURE, REBMEISTER

#### **PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT**

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOURDAGEAU, Directeur général des services (DGS), présent

M. GUINTOLI, Agent comptable, présent

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

#### **INVITÉS PRÉSENTS**

M. BOUSSAT, Directeur des ressources humaines, Directeur général adjoint (DRH/DGSA)

M<sup>me</sup> DECUYPER, Directrice des affaires générales et de l'aide au pilotage (DAGAP), Adjointe au DGS

M. LINARES, Vice-président de la Commission de la recherche (VP CR)

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, économie, gestion (DEG)

M<sup>me</sup> PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

M<sup>me</sup> SOMMAZI, Directrice des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI)



**Ordre du jour de la séance extraordinaire du Conseil d'administration  
réuni en formation plénière le 27 octobre 2023**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 3 octobre 2023
2. Affaires financières : présentation du budget rectificatif n°2 de l'exercice 2023 pour information
3. Ressources humaines : approbation de la campagne d'emplois 2024
4. Affaires institutionnelles :
  - 4.1 Réorganisation de l'établissement :
    - Actualisation des statuts de l'établissement
    - Création des nouvelles composantes (instituts et CERI) et adoption de leurs statuts
    - Dissolution des quatre unités de formation et de recherche (UFR)
  - 4.2 Actualisation du règlement intérieur du Conseil d'administration de l'établissement

----

**Relevé de décisions**

Membres composant le conseil : 29

Membres présents : 10

Membres suppléés : 5

Membres absents et non suppléés : 14

**1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 3 octobre 2023**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

**2. Affaires financières : présentation du budget rectificatif n°2 de l'exercice 2023 pour information**

⇒ Pour information du Conseil d'administration

**3. Ressources humaines : approbation de la campagne d'emplois 2024**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

**4. Affaires institutionnelles :**

**4.1 Réorganisation de l'établissement :**

- **Actualisation des statuts de l'établissement**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

- **Création des nouvelles composantes (instituts et CERI) et adoption de leurs statuts**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

- **Dissolution des quatre unités de formation et de recherche (UFR)**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

**4.2 Actualisation du règlement intérieur du Conseil d'administration de l'établissement**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité



Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

## **1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 3 octobre 2023**

Le Président invite les membres du CA à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la séance du 3 octobre 2023 (*cf. annexe point 1*).

Ce point ne soulevant aucune observation, il soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

## **2. Affaires financières : présentation du budget rectificatif n°2 de l'exercice 2023 pour information**

Le Président rappelle les éléments de contexte de ce deuxième budget rectificatif de l'exercice 2023 (BR2-2023). Il indique que le résultat déficitaire de ce BR2, d'un montant de 1,28 M€, entre dans la catégorie des déficits autorisés, étant principalement lié à la hausse des coûts énergétiques et aux mesures Etat non ou partiellement compensées.

Le Président invite Madame Sommazi, Directrice des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), à présenter le BR2-2023.

Ce second budget rectificatif prend en compte l'écart constaté entre la notification initiale et la notification intermédiaire de subvention pour charges de service public (SCSP) reçue en juillet 2023 ; il tient compte également de la notification finale de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC), des moyens alloués à l'établissement au titre de son projet « EXPANSION » dans le cadre de l'appel à projets « Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche » (ASDES), de l'augmentation du budget de la masse salariale et du budget de fonctionnement. Il permet par ailleurs d'ajuster les prévisions de produits à la baisse.

Madame Sommazi présente les opérations d'investissement qui ont été reprogrammées sur l'année 2024 en matière de réaménagement des bâtiments et d'adaptation sécurité sûreté, ainsi que le compte de résultat prévisionnel et la capacité d'autofinancement de l'établissement à l'issue de ce BR2.

(*cf. annexes point 2 et diaporama de présentation*).

Ce budget rectificatif a fait l'objet d'une information en Commission des finances le 23 octobre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Blanke sollicite des informations sur les moyens alloués à l'établissement dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme des *bachelors* universitaires de technologie (BUT).

Madame Sommazi indique que le BR2-2023 ne tient pas compte de ces moyens nouveaux, l'établissement n'ayant pas reçu à temps la notification officielle au titre de 2023.

Prenant la parole, le Président précise que ces moyens se traduisent dans la campagne d'emplois 2024, objet du point 3 de l'ordre du jour de séance, avec le recrutement d'un maître de conférences au sein de l'Institut universitaire de technologie (IUT). La notification est intervenue tardivement, l'allocation de ces moyens supplémentaires va permettre à l'établissement de financer un recrutement plein à compter de septembre 2024.

A l'issue de ces échanges, Madame Carbone, Directrice adjointe de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (DRAESRI), représentant le Recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur, confirme que la dégradation du résultat de l'établissement est essentiellement liée au coût des fluides et aux mesures dites « Guerini ». Le contrôleur budgétaire constate malgré tout que l'établissement conserve un bon niveau de fonds de roulement et de trésorerie sur l'année 2023. Elle évoque la possibilité pour l'établissement de bénéficier de fonds de compensation de l'énergie qui pourraient nuancer et améliorer ce résultat déficitaire.

Madame Carbone précise que les difficultés rencontrées par Avignon Université sont partagées par tous les établissements de la région académique.

Ce point ne soulève pas d'observation complémentaire.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**



### 3. Ressources humaines : approbation de la campagne d'emplois 2024

Le Président invite Monsieur Boussat, Directeur des ressources humaines, Directeur général adjoint (DRH/DGSA), à présenter la campagne d'emplois 2024.

En préambule, Monsieur Boussat présente le nombre de postes attribués par composante et par service au sein de l'établissement au titre des campagnes d'emplois depuis 2018.

Il rappelle ensuite les axes stratégiques de la campagne d'emplois 2024, les éléments de contexte dans lesquels elle s'inscrit et les mesures exogènes qui impactent significativement la masse salariale de l'établissement et qui l'invite à adopter une approche prudentielle en la matière.

Il présente enfin la campagne d'emplois enseignants-chercheurs, enseignants et BIATSS au titre de l'année 2024, à savoir :

- 1 poste de professeur des universités (PR) en section CNU 32 sur un profil « Chimie » au sein de l'UFR Sciences, technologies, santé (UMR 408 SQPOV) ;
- 1 poste de MCF en section CNU 27 sur un profil « Science des données » au sein de l'IUT (UPR 4128 LIA) ;
- 1 poste d'ingénieur d'études (IGE) BAP J (repyramidage mutualisé pour tous les services et composantes) ;
- 1 poste de technicien BAP J (repyramidage mutualisé pour tous les services et composantes).

(cf. annexes point 3 et diaporama de présentation).

La campagne d'emplois 2024 a recueilli l'avis favorable du Comité social d'administration (CSA) et du Conseil académique plénier (CAC plénier) respectivement les 24 et 26 octobre 2023.

Pour compléter, prenant la parole, Monsieur Linarès, Vice-président de la Commission de la recherche (VP CR), précise que le recrutement d'un PR en section CNU 32 intervient suite à deux départs d'enseignants-chercheurs en Chimie. Par ailleurs, plusieurs collègues MCF de la discipline sont en situation d'être promus au grade de professeur des universités, aussi l'ouverture de ce poste offre des perspectives d'évolution de carrière pour ces collègues. Monsieur Linarès précise également que l'établissement s'est engagé dans le dispositif des chaires de professeur junior (CPJ). Or, l'obtention d'une CPJ est conditionnée à l'ouverture d'un poste de PR.

Le poste de MCF en section 27 au sein de l'IUT fait l'objet quant à lui de financements fléchés comme indiqué précédemment.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Blanke indique que le recrutement d'un MCF en Science des données est une excellente nouvelle pour l'IUT, néanmoins ce seul poste s'avère insuffisant pour accompagner la mise en œuvre de la troisième année de BUT. Elle invite à un dialogue plus étroit entre les instances et l'IUT afin de pouvoir échanger sur les besoins en accompagnement de l'IUT.

Le Président remercie Madame Blanke pour ce témoignage. Il réaffirme le soutien de l'établissement auprès de son IUT. Dès le lancement de la réforme des BUT, l'équipe de gouvernance a engagé une négociation avec le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) pour l'octroi de moyens RH supplémentaires au profit de l'IUT d'Avignon. Plusieurs entretiens ont eu lieu dans ce cadre et les négociations étaient bien engagées jusqu'à ce que l'Assemblée des directeurs d'IUT (ADIUT) se saisisse de la question au nom de 40 IUT. L'IUT d'Avignon s'est donc retrouvé en concurrence avec tous les IUT de France et, in fine, n'a pu bénéficier du financement que d'un seul poste.

Ces éléments contextuels n'enlèvent toutefois rien aux difficultés que rencontre l'IUT. Suite à la demande de la Directrice de l'IUT, un poste d'ATER sera également proposé au recrutement.

Plus globalement, les arbitrages opérés dans le cadre des campagnes d'emplois relèvent de choix collectifs. Si l'établissement décide de soutenir plus fortement l'IUT, les campagnes d'emplois à venir pourront être fléchées majoritairement sur l'IUT. Compte tenu des difficultés actuelles, l'établissement n'est plus en mesure de tout maintenir au même niveau et doit opérer des arbitrages.

Si la campagne d'emplois 2024 se veut prudentielle, elle permet néanmoins d'entretenir la perspective de promotions internes et la dynamique de recrutement à moindres coûts, sans hypothéquer les perspectives de projets futurs.

A l'issue des échanges, le Président soumet la campagne d'emplois 2024 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**



#### **4. Affaires institutionnelles :**

##### **4.1 Réorganisation de l'établissement :**

Après s'être assuré de l'obtention du quorum requis en matière statutaire, le Président invite Monsieur Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), à présenter ces points.

Le projet de réorganisation de l'établissement a été lancé il y a près de deux ans avec de premières réunions avec les responsables de formations et d'unités de recherche. Le projet arrive à son aboutissement avec la transcription des futurs Instituts dans les statuts.

La création de ces Instituts conduit d'une part à dissoudre les UFR actuelles et, d'autre part, à adapter les statuts de l'établissement pour qu'ils actent la création de ces nouvelles composantes.

Les Instituts ont été envisagés comme des composantes adossées sur les axes de spécialisation scientifique d'Avignon Université qui permettent de donner corps au projet d'établissement.

Bien qu'elles soient à statut particulier, ces composantes ont un mode de gouvernance classique, à savoir des conseils élus selon différents collèges : celui des enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés, celui des personnels non-enseignants, celui des usagers et celui des personnalités extérieures. Concernant le collège des personnalités extérieures, le principe qui a été arrêté est celui d'une représentation de collectivités faite au regard de l'apport que les représentants choisis présenteraient pour la composante. Pour les autres personnalités extérieures, des catégories ont été définies : un représentant d'un organisme de recherche, un représentant d'un établissement d'enseignement, un représentant des activités économiques et sociales. Ces personnalités extérieures sont désignées par le conseil d'Institut, sur proposition du directeur d'Institut.

Dans la structure interne des Instituts, coexistent des unités de recherche, des équipes de formation et, à la place des actuels départements de formations, des centres d'enseignement et de recherche (CER) qui permettent de réunir les unités de recherche et les équipes de formation dans une structure qui va coordonner les activités dans le cadre d'une discipline, d'une thématique d'une discipline ou d'un groupe de disciplines.

L'administration de l'Institut sera renforcée en compétences pour lui permettre d'assurer le pilotage de sa stratégie et de pouvoir bénéficier, de la part de l'établissement, d'un transfert de compétences.

Les composantes seront appelées à être plus engagées dans le pilotage de leur offre de formation et de leur politique scientifique.

Les statuts de ces nouvelles composantes reprennent les conclusions des groupes de travail dédiés au projet de création des Instituts.

Parmi les nouvelles composantes, le CER d'Informatique (CERI) constitue, contrairement aux autres CER, une composante à part entière, le CERI n'ayant pas trouvé intérêt à s'identifier à l'un ou l'autre de ces Instituts eu égard à son positionnement transversal. Les particularités de cette troisième composante sont traduites dans les nouveaux statuts du CERI qui émanent essentiellement de la pratique actuelle de la structure.

Les deux Instituts et le CERI ont vocation à remplacer les quatre UFR existantes ; l'IUT quant à lui conserve son statut actuel. Les statuts de l'établissement doivent par voie de conséquence faire l'objet d'une actualisation pour acter la création de ces nouvelles composantes.

Les statuts des deux Instituts et du CERI ont fait l'objet d'une modification en CSA le 24 octobre dernier. En effet, le dernier alinéa de l'article 4 de ces statuts a été reformulé comme suit : « Les personnels administratifs, techniques et de service affectés à l'Institut/au CERI, appartiennent à l'administration de l'Institut/du CERI, dirigée par un directeur administratif/responsable administratif ».

Par ailleurs, l'article 21 des statuts des Instituts a été modifié en CAC plénier le 26 octobre dernier. La possibilité pour le CAC plénier, sur proposition du Conseil d'Institut, d'autoriser la création d'un CER comportant moins de dix enseignants et enseignants-chercheurs a été introduite. Par ailleurs, le Conseil d'Institut peut autoriser un chercheur d'une unité de recherche en cotutelle à participer à un CER de l'Institut, lorsque ce chercheur participe aux activités de recherche et de formation au sein de l'Institut.

Prenant la parole, le Président indique que l'encadrement des CER au sein des Instituts est volontairement souple pour permettre une certaine agilité de la structure. Des précisions pourront être apportées ultérieurement si le besoin se fait sentir.

Pour compléter, le VP CA précise que la réorganisation de l'établissement n'a pas d'impact sur l'offre de formation par domaine. Par ailleurs, les CER ne sont pas des composantes ou des « sous-composantes ». Ils n'ont pas vocation à se substituer aux



unités de recherche ni aux équipes de formation. Ils ne sont pas un lieu de décision, mais un lieu de coordination et de discussion au sein d'une discipline ou d'un groupe de disciplines, de dialogue formation/recherche.

(cf. annexes 4.1).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A la demande de Madame Blanke, il est apporté des précisions sur les modalités de désignation des membres des conseils des nouvelles composantes, la fonction de directeur de composante, le rattachement d'une unité de recherche à plusieurs CER et l'intervention d'enseignants et d'enseignants-chercheurs à des formations relevant d'un autre CER que leur CER de rattachement.

Par ailleurs, Madame Blanke constate que les statuts des Instituts prévoient que des enseignants-chercheurs ou enseignants rattachés à une autre composante que celle dans laquelle est créé le CER de leur discipline peuvent être membres de ce dernier, tout en restant administrativement rattachés à leur composante d'exercice (article 21). Elle s'interroge sur le fait que les statuts du CERI ne prévoient pas cette possibilité.

Monsieur Priso-Essawe indique que rien n'empêche que cette possibilité soit expressément introduite dans les statuts du CERI. Il est donc proposé de soumettre les statuts du CERI au vote des administrateurs sous réserve de cet ajout.

Prenant la parole, Monsieur Bernard regrette que l'acronyme de l'Institut « Agrosciences, Environnement et Santé » soit identique à celui d'une mention de licence (AES).

Il est pris note de cette remarque. Toutefois, il est précisé que la dénomination de cet Institut est le fruit de longues discussions avec les collègues relevant de ces disciplines et a fait l'objet d'un consensus. En pratique, l'acronyme IAES pourrait être utilisé.

Madame André s'interroge sur l'opportunité d'établir des statuts distincts par composante, évoquant le risque d'hétérogénéité en cas de modification des statuts d'une composante et non d'une autre.

Le VP CA indique que chaque composante est tenue de se doter de statuts propres. Avec la pratique, des adaptations pourront intervenir sur proposition des conseils d'Institut.

En ce qui concerne l'actualisation des statuts de l'établissement, Monsieur Priso-Essawe indique que l'énumération des directions centrales a été supprimée pour permettre une certaine souplesse en cas d'évolutions futures.

Par ailleurs, l'article 4 des statuts actualisés a été modifié en CAC plénier le 26 octobre 2023. La mention « *Ces composantes peuvent être modifiées, créées ou supprimées par délibération statutaire du conseil d'administration de l'université, après avis du comité social d'administration et du conseil académique* » a été supprimée pour éviter toute confusion entre les nouvelles composantes et l'IUT auquel cette disposition ne peut s'appliquer.

Prenant la parole, Madame Blanke constate une erreur de numérotation dans l'article 19, I en sa version révisée.

Le VP CA indique qu'il sera procédé à une vérification et à une correction le cas échéant.

A l'issue des échanges, le VP CA propose de procéder aux votes.

#### **- Actualisation des statuts de l'établissement**

L'actualisation des statuts de l'établissement a recueilli l'avis favorable de la Commission chargée des règlements et statuts, du CSA et du CAC plénier respectivement les 23, 24 et 26 octobre 2023.

Le VP CA soumet l'actualisation des statuts de l'établissement au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

#### **- Création des nouvelles composantes (instituts et CERI) et adoption de leurs statuts**

La Commission chargée des règlements et statuts, le CSA et le CAC plénier ont émis un avis favorable à la création des Instituts « Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques », « Agrosciences, Environnement et Santé » et du CERI respectivement les 23, 24 et 26 octobre 2023.

Le VP CA soumet la création des deux Instituts et du CERI et l'adoption de leurs statuts au vote des administrateurs, sous réserve de l'amendement des statuts du CERI comme indiqué précédemment.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**



- **Dissolution des quatre unités de formation et de recherche (UFR)**

Le CSA et le CAC plénier ont émis un avis favorable à la dissolution des quatre UFR en leur séance des 24 et 26 octobre 2023.

Le VP CA soumet la dissolution des quatre UFR au vote des administrateurs, cette dissolution prenant effet à la désignation des personnalités extérieures des nouvelles composantes telle que prévue par leurs statuts.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

**4.2 Actualisation du règlement intérieur du Conseil d'administration de l'établissement**

L'actualisation du règlement intérieur du CA vise d'une part à alléger le document en supprimant les dispositions qui ne faisaient que reprendre des dispositions des statuts de l'établissement ou du Code de l'éducation.

Par ailleurs, certaines dispositions relatives à la convocation et à la tenue du Conseil ont été mises en cohérence avec la pratique.  
(cf. annexe point 4.2).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Blanke s'interroge sur la suppression du délai de huit jours pour la convocation des séances extraordinaires.

Monsieur Priso-Essawe précise que les délais applicables aux convocations des conseils extraordinaires et des séances ordinaires ont été harmonisés (10 jours avant la séance). Toutefois, en cas d'urgence ou lorsque les circonstances l'imposent, la convocation peut être adressée dans un délai plus bref, qu'il s'agisse d'une séance ordinaire ou extraordinaire.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet l'actualisation du règlement intérieur du CA au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Prenant la parole, le Président remercie chacune des personnalités extérieures membres du CA pour leur présence et leur engagement au côté de l'établissement.

Il remercie ensuite le VP CA et le DGS pour l'organisation des séances du CA et plus largement pour la qualité et l'efficacité du travail accompli avec l'appui des directions et services centraux.

Le Président salue les avancées significatives réalisées en matière de transformation, de montée de compétences, de pilotage, de simplification des procédures, de sécurisation, ayant conduit Avignon Université à un très haut niveau de rigueur administrative et de crédibilité à l'égard des instances locales et nationales et des partenaires extérieurs.

Il remercie également Madame la Représentante du Recteur de région académique pour la qualité des échanges et l'accompagnement de la DRAESRI.

Enfin, il remercie les membres élus du CA pour leur implication et leur soutien à l'égard des grands projets stratégiques portés par l'établissement.

Le Président exprime son soutien au futur candidat à la présidence de l'université. Il lui souhaite ainsi qu'à son équipe pleine réussite dans leurs nouvelles fonctions.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11h30.

Le Président d'Avignon Université



Philippe ELLERKAMP